REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 4 décembre 2018

Espace multifonctions : compte-rendu de l'avancement du dossier

Les mesures acoustiques ont été faites et laissent apparaître que les décibels autorisés sont dépassés (autorisation pour 3 décibels de plus qu'aujourd'hui soit 35 décibels). La solution consisterait en l'installation de 2 pompes à chaleur plus petites et moins bruyantes.

Le béton ciré se révélant assez fragile, le choix pour le sol du hall et de la salle est à réétudier, le reste sera en carrelage.

Le rideau métallique prévu au droit du bar serait à remplacer par un rideau épais coulissant anti-feu.

L'appel d'offres sera lancé mi-janvier 2019 sur la plateforme du Département.

Espace multifonctions : plan de financement et conditions d'emprunt

Le projet est évalué à 1 000 000 € HT (compris l'équipement de la cuisine qui ne bénéficie pas de subvention) auxquels on ajoute 200 000 € HT d'études, honoraires divers et mobilier).

Le plan de financement s'établit comme suit :

- Autofinancement sur 2018-2019-2020 : 300 000 €
- Subvention DETR 30 % : 300 000 €
- Subvention Région 10 % : 100 000 €
- Subvention Département 15 % : 150 000 €.

Le conseil municipal décide de contracter un emprunt auprès du Crédit Agricole Centre Est, d'un montant de 450 000 €, d'une durée de 20 ans, au taux fixe de 1,55 %, à échéance semestrielle de 13 126 € pour un coût de crédit de 75 000 €. Les frais de dossier s'élèvent à 450 €. Le déblocage des fonds pourra se faire au fur et à mesure des travaux.

Il décide également de contracter une ligne de préfinancement dans l'attente du versement des subventions et du FCTVA, d'un montant de 500 000 €, d'une durée de 24 mois, au taux Euribor 3 mois, assorti d'une marge de 0,80 %, ce taux fera l'objet d'une nouvelle proposition. Les frais de dossier s'élèvent à 500 €.

Modifications budgétaires

Afin de régler la facture du démoissage de la toiture des bâtiments communaux et de récupérer la TVA pour les toits des bâtiments publics (école et mairie), le conseil municipal modifie comme suit les prévisions budgétaires :

- 615221 « entretien et réparations bâtiments publics : 3 150 €
- 615228 « entretien et réparations autres bâtiments : 5 250 €
- 023 « virement à la section d'investissement » : - 8 400 €
- 021 « virement de la section de fonctionnement » - 8400 €
- 21318 « autres bâtiments publics » : - 8 400 €.

Projet d'aménagement du secteur Les Brouilles

Le conseil prend connaissance du courrier reçu du propriétaire du terrain.

Il prend également connaissance du projet d'aménagement établi par Mr Nicolas RIGOLLET de la société La Construction Lyonnaise. Il juge la proposition non aboutie, les orientations d'aménagement sont loin d'être appliquées surtout en ce qui concerne le déplacement en mode doux mais également en matière de parking et de sécurité (accès pour les secours).

Transfert de la compétence « assainissement »

La communauté d'agglomération aura la compétence assainissement au 1^{er} janvier 2019.

Afin d'assurer le bon fonctionnement des stations d'épuration, il convient de laisser la maintenance, l'entretien des abords et des roseaux aux agents techniques des communes. Pour ce faire, le conseil municipal accepte la convention à intervenir avec la communauté d'agglomération qui prévoit l'indemnisation de la commune à hauteur de 21 % du temps de travail de l'agent, soit un montant annuel de 7 350 €.

Le conseil accepte le devis de l'entreprise OASURE de SAINT JUST SAINT RAMBERT d'un montant de 1 250 € HT ayant pour objet le faucardage des roseaux des stations du Village et de Chérinal.

Questions diverses

Le conseil municipal :

- est informé du permis de construire accordé :
 - le 26 novembre 2018 à l'EARL des Tamaris pour la construction d'un bâtiment d'élevage de volailles de Bresse au lieu-dit « Cormassine »
 - le 12 novembre 2018 à Mr Romain PELLETIER et Mme Nasrat AHMED pour la surélévation d'une maison d'habitation, 285 chemin de Cormassine
 - le 26 novembre 2018 à Mr et Mme Jean-Yves PONT pour l'aménagement d'une maison d'habitation, 437 chemin des Epinettes
- est informé de la déclaration préalable déposée le 9 novembre 2018 par Mr et Mme Olivier BECAUD pour la construction d'un abri à voiture, 499 chemin de la Mare Biollière
- prend connaissance du mémoire établi par l'avocat de Mr SAPET et Mme SIMONET et du projet de mémoire en réponse de notre avocat qui sera adressé au Tribunal avant la nouvelle clôture du dossier fixée au 21 décembre
- décide de faire exécuter l'entretien des voies avec l'épareuse de la CUMA
- se félicite, comme chaque année, du travail effectué par les bénévoles pour la mise en place des décorations de Noël
- est informé que la prochaine réunion concernant le devenir du CPINI aura lieu le 7 janvier.